

Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas
Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies

Débat public du Conseil de sécurité

Promotion et renforcement de l'état de droit dans
les activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales

New York, le 19 janvier 2012

Statement by H.E. Ms. Sylvie Lucas
Ambassador, Permanent Representative to the United Nations

Open debate of the Security Council

The promotion and strengthening of the rule of law
in the maintenance of international peace and security

New York, January 19th, 2011

Candidat au Conseil de sécurité

2013-2014
Candidate for the Security Council

Monsieur le Président,

Je voudrais commencer par féliciter la Présidence sud-africaine du Conseil de sécurité d'avoir organisé ce débat public sur la promotion et le renforcement de l'état de droit dans les activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

L'action de l'Organisation des Nations Unies au service de l'état de droit est indispensable à la paix et à la sécurité internationales. Pendant et après les conflits, il importe d'aider les pays à rétablir l'état de droit en faisant respecter le principe de responsabilité, en apportant assistance aux victimes, en renforçant le cadre normatif de la justice transitionnelle, et en restaurant la confiance des citoyens dans leurs institutions judiciaires et leurs organes de sécurité.

Le rapport du Secrétaire général d'octobre 2011 sur l'état de droit et la justice transitionnelle dans les sociétés en situation de conflit ou d'après conflit illustre le large éventail d'activités mises en œuvre par l'ONU et ses Etats membres afin de promouvoir l'état de droit au niveau mondial. Nous encourageons le Secrétaire général à continuer ses efforts visant à traiter des initiatives en matière d'état de droit d'une manière complète et multidimensionnelle. La réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux plans national et international prévue le 24 septembre 2012 sera un important rendez-vous à cet égard.

Monsieur le Président,

Le Conseil de sécurité joue un rôle de plus en plus actif dans la promotion de l'état de droit. Depuis 2004, il a fait référence à l'état de droit et à la justice transitionnelle dans plus de 160 résolutions. Il a aussi inclus le soutien à l'état de droit dans le mandat de nombreuses missions politiques spéciales et missions de maintien de la paix. Témoigne également de cet engagement accru la participation de plus en plus fréquente du Haut-Commissaire aux droits de l'homme aux réunions et délibérations du Conseil. Nous ne pouvons qu'encourager le Conseil à poursuivre sur cette voie et à tirer pleinement profit des instruments disponibles, y compris des procédures spéciales.

Afin de maintenir la légitimité et l'efficacité de l'action du Conseil dans ce domaine, il est d'autant plus important que le Conseil de sécurité adhère lui-même, dans le cadre de son travail, aux principes fondamentaux de l'état de droit. L'élargissement du mandat du Médiateur dans le cadre du régime de sanctions contre Al-Qaïda en application de la résolution 1989 et le recours croissant à la Cour internationale de justice pour clarifier les éléments juridiques de différends internationaux sont des exemples de mesures qui renforcent la légitimité de l'action menée par le Conseil. Le rôle de la Cour dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales se trouve par ailleurs renforcé quand les Etats membres acceptent sa juridiction obligatoire, comme le Luxembourg le fait depuis son institution.

La Cour pénale internationale est un exemple type de l'interaction entre les niveaux national et international en matière d'état de droit. La Cour est complémentaire aux juridictions nationales et

son caractère permanent lui permet de contribuer à la prévention des crimes les plus graves et de jouer un rôle essentiel dans les situations de conflit et d'après conflit.

Monsieur le Président,

L'engagement du Luxembourg pour l'état de droit se manifeste également à travers notre engagement dans la Commission de consolidation de la paix. L'expérience de la CCP montre qu'une paix durable ne saurait être construite sans la mise en œuvre des principes sous-tendant l'état de droit : accès universel à la justice et égalité devant cette dernière, sauvegarde et protection des droits et libertés de tout un chacun, primauté du droit et lutte contre la corruption. Ce n'est donc que justice que la promotion et le renforcement de l'état de droit soient une priorité de chacune des six formations pays de la CCP.

Je voudrais enfin mettre en exergue le soutien que le Luxembourg apporte depuis plusieurs années aux activités du Centre international pour la Justice transitionnelle (ICTJ) et du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité (OROLSI) du Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ainsi que notre soutien au projet des Nations Unies des indicateurs de l'état de droit mis en œuvre conjointement par le Département des opérations de maintien de la paix et par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

C'est en œuvrant ensemble que nous parviendrons à renforcer l'état de droit dans les activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. President,

Let me begin by congratulating the South African Presidency of the Security Council for convening this open debate on the promotion and strengthening of rule of law in the maintenance of international peace and security.

The United Nations' action at the service of the rule of law is indispensable to international peace and security. During and after conflicts, it is essential to assist countries to re-establish the rule of law by upholding the principle of accountability, providing assistance to victims, strengthening the normative framework of transitional justice, and restoring citizens' confidence in their justice and security institutions.

The report of the Secretary-General of October 2011 on the rule of law and transitional justice in conflict and post-conflict societies illustrates the wide range of activities undertaken by the UN and its Member States to promote the rule of law at the global level. We encourage the Secretary-General to continue his efforts to address the initiatives of rule of law in a comprehensive and multidimensional manner. In this regard, the convening of a high-level meeting of the General Assembly on the rule of law at the national and international level, scheduled for 24 September 2012, will be an important milestone.

Mr. President,

The Security Council is playing an increasingly active role in promoting the rule of law. Since 2004, it has made reference to the rule of law and transitional justice in more than 160 resolutions. It has also included support for the rule of law in the mandate of many special political missions and peacekeeping missions. The ever-increasing frequency of the participation of the High Commissioner for Human Rights in the meetings and deliberations of the Council serves as a further testimony to this increased commitment. We can only encourage the Council to continue on this path and to take full advantage of the available tools, including special procedures.

In order to maintain the legitimacy and effectiveness of the Council's action in this field, it is of particular importance that the Security Council itself, in the conduct of its work, adheres to the fundamental principles of the rule of law. Expanding the mandate of the Ombudsman under the Al-Qaeda sanctions regime pursuant to resolution 1989 and the increased use of the International Court of Justice to clarify the legal elements of international disputes are examples of measures that strengthen the legitimacy of actions undertaken by the Council. The Court's role in maintaining international peace and security is further strengthened when Member States recognize its compulsory jurisdiction, as Luxembourg has done since the Court's establishment.

The International Criminal Court is a perfect example of the interaction between the national and international level in terms of the rule of law. The Court is complementary to national

jurisdictions and its permanent character allows it to help prevent the most serious crimes and to fulfil a critical role in conflict and post-conflict situations.

Mr. President,

Luxembourg's commitment to the rule of law further manifests itself through our engagement with the United Nations Peacebuilding Commission. The experience of the PBC shows that lasting peace cannot be achieved without the implementation of the principles underlying the rule of law: universal access to justice and equality before it, maintenance and protection of fundamental rights and freedoms of each individual, primacy of law and fight against corruption. Thus, it is only fair that the promotion and strengthening of the rule of law is a priority of each of the six country-specific configurations of the PBC.

I would finally like to highlight the contribution that Luxembourg has for a number of years given to the activities of the International Center for Transitional Justice (ICTJ) and the Office of Rule of Law and Security Institutions (OROLSI) within the United Nations Department of Peacekeeping Operations, as well as our support for the proposed United Nations rule law indicators implemented jointly by the Department of Peacekeeping Operations and the High Commissioner for Human Rights.

It is by working together that we will succeed in strengthening the rule of law in the maintenance of international peace and security.

I thank you for your attention.